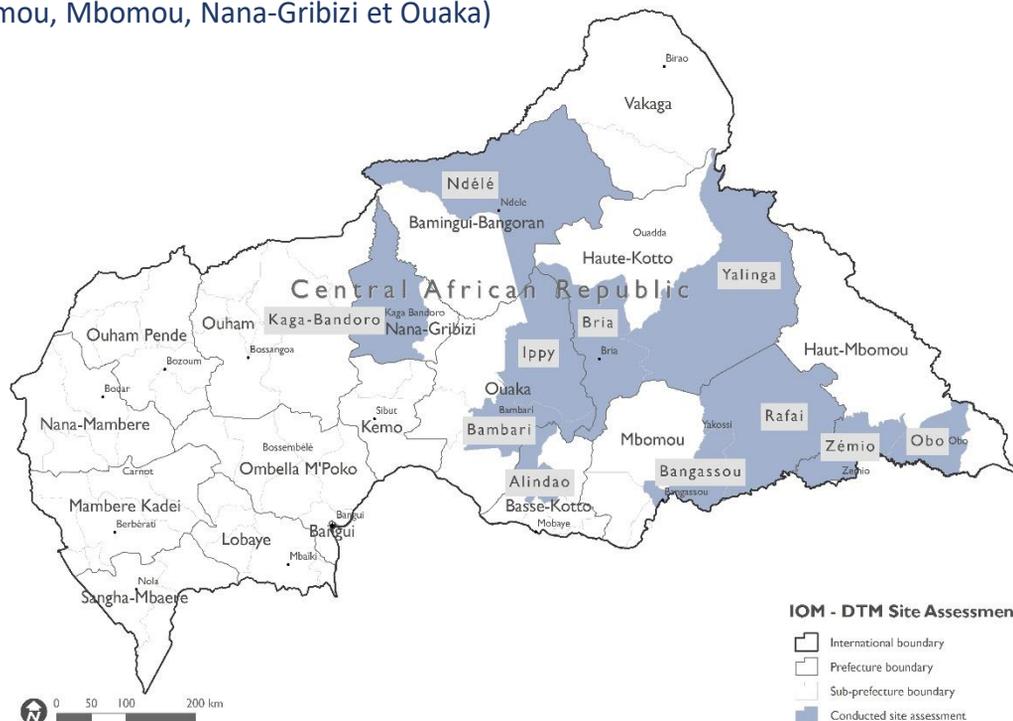


 **Zone de couverture: Sept préfectures** (Bamingui-Bangoran, Basse-Kotto, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi et Ouaka)



## CONTEXTE

La République Centrafricaine (RCA) a connu un conflit d'une grande violence ayant débuté en 2013. Ce conflit a causé le déplacement interne et transfrontalier d'un nombre croissant de personnes, particulièrement entre 2017 et 2018. A ce jour, il y a environ 643,000 PDI en RCA.

Le nombre de personnes qui ont des besoins urgents d'aide humanitaire est en augmentation. Depuis la détérioration de la situation humanitaire et sécuritaire en 2018, il a été estimé qu'environ la moitié de la population a besoin d'assistance humanitaire.<sup>1</sup>

## OBJECTIF

Ce document utilise les indicateurs du questionnaire de la DTM afin de comprendre l'étendue des besoins de protection, des lacunes d'assistance et des risques rapportés par les informateurs clés dans les sites enquêtés pendant la collecte de données du DTM Round 6. Cette analyse vise à identifier les sites, préfectures et sous-préfectures avec une accumulation des risques de protection, ce qui pourrait amener à une recherche supplémentaire et à une priorisation des interventions humanitaires.

<sup>1</sup> OCHA(2018), Global Humanitarian Overview 2019, disponible sur <https://www.unocha.org/global-humanitarian-overview-2019>

### METHODOLOGIE

La matrice de suivi des déplacements (DTM) est un système qui permet de suivre les mouvements de populations. Ce système est mis en œuvre afin de capter, analyser et partager des informations qui visent à améliorer la compréhension des mouvements de populations et des besoins des personnes déplacées. En plus d'être utilisée dans le cadre d'opérations de réponses humanitaires de moyenne à grande échelle, la DTM est également un outil efficace pour les activités de préparation, de relèvement et de transition. La DTM fournit des informations précises aux acteurs humanitaires, groupes sectoriels et acteurs gouvernementaux impliqués dans la réponse humanitaire sur les déplacements et les besoins des personnes affectées par une crise.

Dans l'interprétation et la contextualisation des résultats du Round 6, il faut prendre en compte que l'analyse se réfère aux problèmes rapportés par les informateurs clés et à travers les discussions de groupe, et que l'unité d'analyse est le site enquêté par la DTM. Les défis et limites liés à la collecte et à l'analyse des données présentées dans ce rapport sont mentionnés dans une section séparée à la fin.

### CARACTERISTIQUES DANS LES SITES ENQUETES



51% Femmes  
49% Hommes



73% des sites n'ont pas de système de gestion



Dans 89% des sites, les déplacements ont été causés par des conflits armés  
Dans 11% des sites, les déplacements ont été causés par des conflits communautaires



61% des sites sont des espaces ouverts  
39% des sites sont des centres collectifs



Dans 89% des sites la population déplacée et la communauté hôte ont des relations pacifiques



53% des sites ont un système de gestion de sécurité (armée ou autogestion)

### RESULTATS

#### RISQUES DE SECURITE GENERAUX

Sur les sites évalués, les principaux risques de sécurité signalés par les informateurs clés sont liés à une forme de violence et affectent à la fois les hommes et les femmes. L'analyse de la question sur les risques de sécurité généraux montre que pour les femmes, les problèmes liés à la violence physique et la violence basée sur le genre sont souvent rapportés. Pour les hommes, les risques de sécurité généraux sont principalement liés à la violence physique et aux individus armés. Les informateurs clés ont également évoqué la stigmatisation, l'isolement et la discrimination en tant que risques de sécurité pour les hommes.

Figure 1: Risques de sécurité rapportés pour femmes



Figure 2: Risques de sécurité rapportés pour hommes



#### RISQUES ASSOCIES A DES MOYENS DE SUBSISTANCE

Les sources principales d'alimentation les plus mentionnées sont les achats sur le marché (79%), la culture de subsistance (58%) et l'assistance humanitaire (47%). Cependant, les informateurs clés de plusieurs sites associent les activités agricoles essentielles aux risques de violations des droits de l'homme.

**Dans 71 pour cent des sites**, des risques associés à la violence, l'enlèvement, la détention et la discrimination liées aux activités agricoles ont été identifiés.

**Dans 60 pour cent des sites** où l'agriculture est la source alimentaire principale, il est rapporté que les personnes font face à des risques pour aller cultiver tels que la violence, l'enlèvement et la détention.

**Dans 77 pour cent des sites**, la violence physique et sexuelle est le risque lié aux activités agricoles le plus mentionné.

Figure 3: Risques de sécurité rapportés pour l'accès aux champs



## RISQUES SIGNALES POUR L'ACCES AUX LATRINES

Les violences physiques et sexuelles restent les risques les plus mentionnés par les informateurs clés associés à l'utilisation des latrines. Ceci est conforme aux conclusions des précédents Rounds de collecte de données.

**Dans 75 pour cent des sites**, les femmes et personnes vulnérables font face aux risques de violence pour accéder aux latrines, points d'eau et aires de défécation. Des risques de violences sexuelles et physiques liées à l'utilisation de latrines ont été signalés dans les sous-préfectures de **Bria, Alindao, Rafai et Obo**, tandis que le risque d'enlèvement a été mentionné dans les sous-préfectures de **Yalinga, Alindao et Rafai**.

Figure 1: Risques de sécurité rapportés pour l'accès aux latrines



Le tableau ci-dessous indique le pourcentage de sites où un risque de protection spécifique a été signalé. En outre, il souligne la sous-préfecture où le risque a été le plus fréquemment mentionné.

Tableau 1: Risques de protection associés à WASH dans les sites

Risque	Mentionné dans % de sites	Sous-préfecture où le risque a été mentionné le plus fréquemment
Les latrines pour hommes et femmes ne sont pas séparées	25%	Rafai
Les douches pour hommes et femmes ne sont pas séparées	45%	Rafai
Les toilettes ne peuvent pas être verrouillées de l'intérieur	39%	Alindao
Les latrines sont inutilisables ou en mauvais état	71%	Bambari et Rafai
Les douches et latrines n'étaient pas suffisamment éclairées	89%	Bambari

Note: Les risques de protection ont été rapportés par des informateurs clés

### AUTRES RISQUES RAPPORTES

**Dans plus de 50 pour cent des sites,** les forages à pompe manuelle sont la source principale.

**Dans 21 pour cent des sites,** la source d'eau la plus proche est à plus de 30 minutes à pied.

**Dans presque tous les sites,** la majorité des personnes ne dispose pas de documents d'identification.

### ACCUMULATION DE RISQUES DE PROTECTION

Le tableau ci-dessous indique les pourcentages des sites où une accumulation des indicateurs de risques de protection a été rapporté. Par exemple, dans plus de la moitié des sites, il a été signalé que les hommes, les femmes et les enfants ne se sentent pas en sécurité. Dans 45 pour cent des sites enquêtés, les hommes, les femmes et les enfants ne se sentent pas en sécurité et des incidents de sécurité ont également été rapportés.

Dans plusieurs sites enquêtés, les informateurs clés ont signalé de nombreux risques de protection. Par exemple, dans 16 pour cent des sites, les hommes, les femmes et les enfants ne se sentent pas en sécurité, et il n'existe pas d'espaces dédiés aux enfants et aux femmes. En outre, des incidents de sécurité ainsi que divers risques liés à l'utilisation de terres agricoles et de latrines ont été signalés sur les mêmes sites.

Tableau 2: Pourcentage de sites enquêtés présentant de multiples risques de protection

Hommes, femmes, enfants ne se sentent pas en sécurité	Récents incidents de sécurité rapportés	Risques associés à l'utilisation des latrines-surtout violence (y compris violence sexuelle)	Risques associés à l'utilisation de la terre cultivable (y compris violence sexuelle)	Absence d'espaces dédiés aux enfants et aux femmes	% des sites
X					58%
X	X				45%
X	X	X			16%
X	X	X	X		16%
X	X	X	X	X	16%

Note: les risques de protection sont rapportés par des informateurs clés

Le tableau ci-dessous présente les risques de protection rapportés dans les sous-préfectures enquêtées selon les indicateurs de protection inclus dans l'évaluation des sites de la DTM. **Rafai et Obo sont les deux sous-préfectures qui ont enregistré le plus grand nombre de risques de protection.** Dans les deux sous-préfectures, les femmes, les hommes et les enfants ne se sentent pas en sécurité, de récents incidents de sécurité ont été rapportés, il y a des risques associés à l'utilisation des latrines et de la terre cultivable, il n'y a pas d'espaces dédiés aux enfants et aux femmes, et la source d'eau la plus proche est à 30 minutes à pied des sites. En outre, dans la sous-préfecture de **Rafai**, les enfants de ménages déplacés doivent parcourir plus de 30 minutes à pied pour accéder à l'école la plus proche.

Tableau 3: Risques de protection dans la sous-préfecture enquêtée

Risques	Kaga-Bandoro	Bambari	Ndélé	Bria	Yalinga	Alindao	Rafai	Obo	Zemio
Hommes, femmes, enfants ne se sentent pas en sécurité	X	X		X	X	X	X	X	X
Récents incidents de sécurité rapportés	X	X		X			X	X	X
Risques associés à l'utilisation des latrines- surtout violence (y compris violence sexuelle)	X				X	X	X	X	X
Risques associés à l'utilisation de la terre cultivable (y compris violence sexuelle)	X	X		X	X	X	X	X	X
Absence d'espaces dédiés aux enfants et aux femmes	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Distance de l'école la plus proche			X	X			X		
Distance de la source d'eau la plus proche					X		X	X	

\*Les sous-préfectures en rouge sont les sous-préfectures où a été enregistré le plus grand nombre de risques de protection

Note: les risques sont rapportés par les informateurs clés. Le tableau ne présente qu'une sélection des risques de protection possibles, basé sur des questions du questionnaire d'évaluation du site de la DTM.

### INDICATEURS DE PROTECTION DE L'ENFANCE

**Dans 84 pour cent des sites**, de possibles risques de protection des enfants ont été identifiés. Les sites ne sont pas sûrs pour les enfants: ils manquent d'espaces dédiés aux enfants ou de moyens d'accès à l'éducation.

**Dans 13 pour cent des sites**, une accumulation des risques pour les enfants a été identifiée. Ils manquent d'espaces dédiés aux enfants et ils n'ont pas d'accès à l'éducation. Ces sites sont localisés dans quatre sous-préfectures, à savoir **Ouango, Rafai, Obo** et deux sites dans **Bambari**.

### ASSISTANCE ET BESOINS DE SERVICES

Le Round 6 a montré que les populations déplacées installées dans les différentes localités enquêtées ont reçu une assistance limitée pour satisfaire leurs besoins de subsistance, surtout quand elles vivent en plein air ou dans des sites sans structure de gestion formelle.

Dans plus de la moitié des sites, il n'y a pas d'accès ni à l'éducation, ni à l'assistance psychosociale.

En outre, il a été signalé que **plus de la moitié des sites** n'ont pas de système de référencement pour rapporter les incidents de protection et de sécurité sur le site. Les sites qui n'ont pas de système de référencement sont pour la plupart des centres collectifs (11 sites) ou des espaces ouverts (9 sites).

Tableau 4: Assistance fournie rapportée par cycle de collecte de données

Assistance dans les sites	Round 6	Round 5	Round 4	Moyenne
Psychosociale	46%	28%	28%	34%
Distribution de matériaux/outils pour lancer des activités économiques	4%	7%	14%	8%
Education	34%	34%	66%	45%
Santé	54%	62%	52%	56%
Eau, hygiène et assainissement	61%	52%	52%	55%
Distribution de vivres	93%	93%	83%	90%
Distribution d'articles non-alimentaires	29%	38%	66%	44%

Note: la collecte de données pour le Round 5 s'est déroulée du 21 septembre au 10 octobre et pour le Round 4, du 4 au 30 juin. La question sur la réception d'assistance s'appliquait au moment de l'enquête et les deux mois précédents.

Depuis le Round 4, le nombre de sites pour lesquels la présence d'assistance psychosociale a été signalée a augmenté. Au contraire, le nombre de sites pour lesquels la présence de service d'éducation a été rapportée a diminué.

#### Pertinence du soutien psychosocial pour la protection

Bien que tous les types d'assistance humanitaire – de la santé à la distribution d'articles non-alimentaires – puissent jouer un rôle important dans la protection des PDI, l'assistance psychosociale est un élément fondamental pour évaluer les besoins d'une perspective de protection et traite d'êtres humains.

Dans une situation d'urgence humanitaire, comme celle de la République Centrafricaine, il est considéré qu'il y a une augmentation des risques liés à la santé mentale. L'assistance psychosociale est une activité importante qui devrait surtout être accessible aux victimes de violence, d'abus et d'exploitation.

La distribution de vivres est le type d'assistance le plus souvent rapporté. Dans le Round 6, les types de services les moins fournis dans les localités enquêtées sont l'accès aux moyens de subsistance (4%), la distribution d'articles non-alimentaires (29%), et l'accès à l'éducation (34%). Cependant, si on considère le pourcentage moyen des services disponibles sur les sites depuis le Round 4, les moins communs sont l'assistance psychosociale et l'accès aux moyens de subsistance. Les localités où ce type d'assistance est fourni sont des sites avec une structure de gestion formelle.

### LIMITES

Les données ont été collectées dans chaque localité à travers une discussion de groupe avec les informateurs clés. Un formulaire a été rempli dans chaque localité ou site où l'évaluation a été menée. Les évaluations des sites ont été réalisées par la DTM dans des espaces ouverts, des centres collectifs et dans des communautés hôtes. Les données recueillies ont été vérifiées et triangulées, dans la mesure du possible, à travers des observations directes et d'autres moyens. Certaines limites doivent être prises en compte lors de l'interprétation et la présentation des données recueillies pendant l'évaluation des sites:

- Les évaluations des sites de la DTM ne sont pas des instruments de monitoring en matière de protection, et elles ne doublonnent ni ne remplacent les évaluations de protection. Les questions sont posées de manière à donner une indication des vulnérabilités, risques et besoins, qui devraient être examinés avec autres méthodes, par exemple avec une recherche plus qualitative.
- Les résultats des évaluations des sites se réfèrent aux problèmes observés par les informateurs clés dans un site de déplacement, plutôt qu'aux problèmes qu'ont connus les répondants. Ces problèmes sont signalés par des personnes (informateurs clés) qui parlent au nom d'un groupe entier d'individus (par exemple les victimes de violence sexuelle). Les PDI ne sont pas directement interviewés ni individuellement identifiés. Les résultats doivent, donc, être présentés et interprétés dans le contexte des normes sociales locales et de la dynamique de pouvoir.
- Les données ne montrent pas la prévalence de la VBG (Violence basée sur le genre), des problèmes de protection de l'enfance ou de la traite d'êtres humains. En outre, elles ne visent pas à identifier ni à examiner les victimes potentielles parce que les données sont recueillies au niveau du site et elles ne contiennent pas d'informations sur les individus et sur les ménages. Les problèmes signalés par les informateurs clés se réfèrent aux possibles tendances présentes dans les différentes localités, y compris les centres collectifs, les sites spontanés et les sites où les PDI vivent dans les communautés hôtes.
- Les informateurs clés ont souvent des positions d'autorité dans le site de déplacement. Les données de protection recueillies pendant les évaluations des sites concernent les populations les plus vulnérables mais elles sont souvent fournies par des individus qui ont des positions de pouvoir. En outre, les informateurs clés sont souvent des hommes, ce qui peut avoir un impact sur la fiabilité de données et la véracité du reportage, spécialement en ce qui concerne les problèmes de violence et d'abus sexuels et sexistes. Les normes sociales sur le rôle du genre et la stigmatisation des victimes doivent être prises en considération dans l'évaluation des données publiées. De plus, les informateurs clés peuvent être eux-mêmes acteurs de certains crimes ou peuvent vouloir protéger les responsables de ces crimes. Il ne peut donc pas être exclu que les informateurs clés donnent des informations inexacts afin de protéger les victimes.

- Les rapports sur les PDI qui ont été victimes de la VBG ou ont été exposés à des problèmes de protection peuvent être dispersés dans différents sites, et l'analyse par site pourrait donc ne pas montrer l'ampleur réelle du problème.
- Les données actuelles sur la violence diffusée et les anecdotes du personnel de première ligne suggèrent qu'il est très probable que certains problèmes soient sous-déclarés. La VBG, par exemple, est généralement connue pour être sous-déclarée dans les situations d'urgence. Les raisons de cette sous-déclaration incluent notamment le profil démographique et socio-économique et la position de pouvoir des informateurs clés, la sensibilité de certains sujets et la méthodologie des évaluations des sites.

La situation sécuritaire instable et imprévisible qui prévaut dans le pays réduit la couverture géographique du projet, en raison des restrictions d'accès et des risques encourus par les énumérateurs de la DTM. Des axes demeurent encore impraticables pour des raisons d'insécurité (cas de la Basse-Kotto, la haute-Kotto, de quelques localités isolées de l'Ouham Pendé et de la Ouaka). De plus, les contraintes logistiques, liées à la sécurité et à d'autres facteurs, restent importantes et ont également des répercussions sur la couverture géographique de la DTM. La nécessité d'utiliser des voies aériennes pour le déploiement des équipes et du matériel (formulaires, tablettes) dans certaines zones retarde ou empêche fréquemment la couverture de ces zones. La saison des pluies a également un impact négatif sur les moyens de transport et l'accessibilité à certaines zones. Un autre problème majeur en RCA est la disponibilité limitée du réseau de télécommunications (téléphone et Internet) sur une partie importante du territoire, ce qui pose des problèmes de communication avec les énumérateurs de la DTM, d'envoi des données en temps réel et de sécurité.

Enfin, la couverture géographique de la DTM est aussi affectée par des contraintes budgétaires. Du fait des contraintes financières et sécuritaires, les opérations humanitaires en RCA ont un coût important et les budgets disponibles ne permettent pas la couverture de la totalité du territoire centrafricain. Afin de minimiser ces problèmes d'accessibilité et de couverture géographique, l'OIM procède parfois à des évaluations par le biais d'entretiens téléphoniques, lorsque le réseau téléphonique le permet. L'OIM utilise son réseau d'informateurs clés identifiés dans les phases précédentes de la DTM afin de déterminer si ces zones difficilement accessibles ont connu des variations importantes du nombre de personnes déplacées accueillies. Ces données sont ensuite vérifiées dès que l'accès à la zone cible est de nouveau autorisé.



### ANNEXE I: QUESTIONNAIRE - EVALUATION DES SITES

C. POPULATION ET MOBILITE									
PERSONNES DEPLACEES INTERNES									
C1. Est-ce que le site accueille des individus déplacés internes ?					<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non				
C1.a. Si oui, estimations chiffrées du nombre total de déplacés internes					# de ménages		# d'individus		
C1. Lieu d'origine principal des Personnes Déplacées Internes ↓									
C1.a. Pays			République Centrafricaine			C1.b. Préfecture			
C1.c. Sous-Préfecture						C1.d. Commune / Arrondissement			
C1.e. Population			Ménages			Individus			
C1.f. Année d'arrivée sur le site					<input type="radio"/> 2013 <input type="radio"/> 2014 <input type="radio"/> 2015 <input type="radio"/> 2016 <input type="radio"/> 2017 <input type="radio"/> Janv-juillet2018 <input type="radio"/> Aout-Sept 2018 <input type="radio"/> Oct-Déc 2018				
C1.g. Raison majeure du déplacement					<input type="radio"/> Conflits intercommunautaires <input type="radio"/> Conflits armés <input type="radio"/> Désastres Naturels <input type="radio"/> Autres (à préciser) _____				
C2. Second lieu d'origine principal des Personnes Déplacées Internes ↓									
C2.a. Pays						C2.b. Préfecture			
C2.c. Sous-Préfecture						C2.d. Commune / Arrondissement			
C2.e. Population			Ménages			Individus			
C2.f. Année d'arrivée sur le site					<input type="radio"/> 2013 <input type="radio"/> 2014 <input type="radio"/> 2015 <input type="radio"/> 2016 <input type="radio"/> 2017 <input type="radio"/> Janv-juillet2018 <input type="radio"/> Aout-Sept 2018 <input type="radio"/> Oct-Déc 2018				
C2.g. Raison secondaire du déplacement					<input type="radio"/> Conflits intercommunautaires <input type="radio"/> Conflits armés <input type="radio"/> Désastres Naturels <input type="radio"/> Autres (à préciser) _____				
RETOURNES DE RCA									
C3. Est-ce que le site accueille des retournés de RCA (anciens PDI)?					<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non				
C3.a. Si oui, estimations chiffrées du nombre total de retournés de RCA					# de ménages		# d'individus		
C3. Dernier lieu de déplacement (avant le retour) du plus grand nombre de RETOURNES DE RCA (anciens PDI) ↓									
C3.a. Pays			République Centrafricaine			C3.b. Préfecture			
C3.c. Sous-Préfecture						C3.d. Commune / Arrondissement			
C3.e. Population			Ménages			Individus			
C3.f. Année de retour					<input type="radio"/> 2013 <input type="radio"/> 2014 <input type="radio"/> 2015 <input type="radio"/> 2016 <input type="radio"/> 2017 <input type="radio"/> Janv-juillet2018 <input type="radio"/> Aout-Sept 2018 <input type="radio"/> Oct-Déc 2018				
C3.g. Raison du retour					<input type="radio"/> Meilleures conditions de sécurité dans cette localité, qu'en zone de déplacement <input type="radio"/> Raisons familiales <input type="radio"/> Raisons économiques <input type="radio"/> Discrimination / persécution dans la zone de provenance.				
RETOURNES D'UN AUTRE PAYS									
C4. Est-ce que le site accueille des retournés d'autres pays?					<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non				
C4.a. Si oui, estimations chiffrées du nombre total de retournés d'autres pays					# de ménages		# d'individus		
C4. Dernier lieu de déplacement (avant le retour) du plus grand nombre de RETOURNES D'UN AUTRE PAYS ↓									
C4.a. Pays						C4.b. Admin 1			
C4.c. Admin 2						C4.d. Ville /village			
C4.e. Population			Ménages			Individus			
C4.f. Année de retour					<input type="radio"/> 2013 <input type="radio"/> 2014 <input type="radio"/> 2015 <input type="radio"/> 2016 <input type="radio"/> 2017 <input type="radio"/> Janv-juillet2018 <input type="radio"/> Aout-Sept 2018 <input type="radio"/> Oct-Déc 2018				
C4.g. Raison du retour					<input type="radio"/> Meilleure sécurité dans ce village qu'au pays de provenance <input type="radio"/> Déportation/retour forcé <input type="radio"/> Raisons familiales <input type="radio"/> Raisons économiques <input type="radio"/> Discrimination / persécution dans la zone de provenance				
C5. Si communautés d'accueil, estimation du nombre total de personnes non déplacées vivant dans la communauté hôte (sans compter les déplacés et retournés)					# de ménages		# d'individus		

D. PERSONNES VULNERABLES ET DEMOGRAPHIE												
D13. Répartition Age / Sexe des personnes déplacées et retournées sur le site												
(le total doit être égal à la somme des individus déplacés internes, retournés de RCA et retournés d'autres pays)												
0-2		3-5		6-12		13-17		18-59		60+		Total
H	F	H	F	H	F	H	H	F	H	F	H	F
Précisez les vulnérabilités (Etre prudent sur les nombres et comparer avec la faisabilité par catégories !!).												
D1. Femmes enceintes (< femmes 08- 59 ans)						#			D7. Mineurs non accompagnés			#
D2. Femmes allaitantes (< femmes 10- 59 ans)						#			D8. Enfants séparés de leurs parents			#
D3. Personnes souffrant d'un handicap mental						#			D9. Orphelins de père et de mère			#
D4. Personnes souffrant d'un handicap physique						#			D10. Chefs de Famille Monoparentale – Femme*			#
D5. Personnes souffrant d'un handicap sensoriel						#			D11. Chefs de Famille Monoparentale - Homme			#
D6. Personnes souffrant d'une maladie chronique / grave						#			D12. Chefs de Famille Monoparentale - Mineur			#

**ANNEXE I: QUESTIONNAIRE - EVALUATION DES SITES**

E. PROTECTION ET SECURITE				
E1 La sécurité est-elle assurée sur le site ?		<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Ne sait pas		E2 De récents incidents de sécurité ont-ils été rapportés sur ce site?
				<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Ne sait pas
E3 Si Oui en E1, Qui assure la sécurité sur le site ?		<input type="radio"/> Autogestion <input type="radio"/> Police <input type="radio"/> Armée <input type="radio"/> Autorités locales <input type="radio"/> Leaders Communautaires <input type="radio"/> Leaders Politiques <input type="radio"/> Leaders Religieux <input type="radio"/> MINUSCA <input type="radio"/> Aucun <input type="radio"/> Autres _____		
E4 Les femmes se sentent-elles en sécurité sur le site ?		<input type="radio"/> Ne sait pas <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non, pourquoi ? _____		
E5 Les hommes se sentent-ils en sécurité sur le site ?		<input type="radio"/> Ne sait pas <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non, pourquoi ? _____		
E6 Les enfants se sentent-ils en sécurité sur le site ?		<input type="radio"/> Ne sait pas <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non, pourquoi ? _____		
E7 Comment sont les relations entre les personnes déplacées et la communauté hôte ?		<input type="radio"/> Entraide <input type="radio"/> Cohabitation pacifique <input type="radio"/> Pas d'interactions <input type="radio"/> Tensions <input type="radio"/> Conflits <input type="radio"/> Ne sait pas		
E8 Nombre d'espaces dédiés aux enfants		#		E9 Nombre d'espaces sociaux dédiés aux femmes
				#
E10 La majorité des personnes dispose-t-elle de documents d'identification ?		<input type="radio"/> Ne sait pas <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		
E10.1 Si non, pourquoi ?		<input type="checkbox"/> Pas de bureau d'émission <input type="checkbox"/> Manque de moyens financiers <input type="checkbox"/> Négligence / manque d'intérêt <input type="checkbox"/> Manque de temps <input type="checkbox"/> Manque de connaissance sur l'importance de la documentation <input type="checkbox"/> Manque d'information sur les procédures et services disponibles <input type="checkbox"/> Autre, précisez : _____		
E11 Ya-t-il un système de référencement pour rapporter les incidents sur le site ?		<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Ne sait pas		
F. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT				
E1 Quelles sont les principales sources d'approvisionnement en eau ? (Cocher toutes les options possibles)	Type de Source d'eau		Total (#)	Fonctionnels (#)
	<input type="checkbox"/> Puit traditionnel / à ciel ouvert		#	#
	<input type="checkbox"/> Forage à pompe manuelle		#	#
	<input type="checkbox"/> Puit amélioré		#	#
	<input type="checkbox"/> Bladder		#	#
	<input type="checkbox"/> Eau de surface (rivière, ruisseau, etc.)		#	#
	<input type="checkbox"/> Vendeur d'eau		#	#
	<input type="checkbox"/> Camion-Citerne		#	#
<input type="checkbox"/> Eau du robinet		#	#	#
E2 Quelle est la distance que les personnes déplacées parcourent pour accéder à la source d'eau la plus proche ? (à pied)		<input type="radio"/> Sur le site <input type="radio"/> Moins de 10 minutes <input type="radio"/> 10-30 minutes <input type="radio"/> Plus de 30 minutes		
E3 Quels sont les problèmes liés à la qualité de l'eau ?		<input type="checkbox"/> Odeur <input type="checkbox"/> Goût <input type="checkbox"/> Eau trouble / brune <input type="checkbox"/> Eau non potable <input type="checkbox"/> Aucun		
E4 Ya-t-il des latrines sur ce lieu de déplacement ?		<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		E4.1 Si oui, combien ?
				#
E5 Est-ce que les latrines sont séparées pour les hommes et femmes ?		<input type="radio"/> Oui, toutes <input type="radio"/> Oui, certaine <input type="radio"/> Non		
E6 Peut-on verrouiller les toilettes de l'intérieur ?		<input type="radio"/> Oui, toutes <input type="radio"/> Oui, certaine <input type="radio"/> Non		
E7 est l'état de la majorité des latrines ?		<input type="radio"/> Opérationnelle <input type="radio"/> En mauvais état <input type="radio"/> Inutilisable		
E8 A quelle fréquence sont nettoyées les latrines ?		<input type="radio"/> Plusieurs fois/jour <input type="radio"/> Tous les jours <input type="radio"/> Plusieurs fois/semaine <input type="radio"/> 1 fois/semaine <input type="radio"/> 1 fois toutes les 2 semaines <input type="radio"/> 1 fois/mois <input type="radio"/> Jamais		
E9 Qui est en charge du nettoyage des latrines ?		<input type="radio"/> Personnes déplacées <input type="radio"/> ONG <input type="radio"/> Entreprise privée <input type="radio"/> Gouvernement		
E10 Nombre de douches fonctionnelles dans le site ?		#		E14 Douches séparées homme / femme ?
				<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
E11 Est-ce que les enfants, femmes et personnes vulnérables font face à des risques pour accéder aux latrines, points d'eau, aire de défécation ?		<input type="radio"/> Oui, l'accès est risqué <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Ne sait pas		
E12 Si l'accès est risqué, quels sont les risques principaux ?		<input type="checkbox"/> Agression physique <input type="checkbox"/> Violence sexuelle <input type="checkbox"/> Arrestations/détentions <input type="checkbox"/> Harcèlement ou discrimination <input type="checkbox"/> Enlèvements <input type="checkbox"/> Autre, précisez : _____		
E13 L'éclairage est-il suffisant dans la majeure partie de ces espaces ?		<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Ne sait pas		
E14 Date de la dernière distribution de savon		<input type="radio"/> ___/___/___ <input type="radio"/> Aucune		
E15 Date de la dernière distribution de kits d'hygiène		<input type="radio"/> ___/___/___ <input type="radio"/> Aucune		
E16 Le drainage fonctionne-t-il sur le site ?		<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		
E17 Des bacs/ fosses à ordures sont-ils disponibles dans le site ?		<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		E17.a Si OUI, combien?
				#
E18 Fréquence de la collecte des bacs à ordures ?		<input type="radio"/> Tous les jours <input type="radio"/> Plusieurs fois/semaine <input type="radio"/> 1 fois/semaine <input type="radio"/> 1 fois toutes les 2 semaines <input type="radio"/> 1 fois/mois <input type="radio"/> Jamais		

### ANNEXE I : QUESTIONNAIRE - EVALUATION DES SITES

G. EDUCATION	
<b>G1. Est-ce que les enfants de ménages déplacés fréquentent une école ?</b> <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
<b>G1.1. Si NON, Pourquoi les enfants ne fréquentent pas d'école ?</b>	<input type="checkbox"/> Ecole <input type="checkbox"/> Pas d'école <input type="checkbox"/> Ecole trop loin <input type="checkbox"/> Chemin dangereux <input type="checkbox"/> Manque de moyens financiers (Transport ou inscription trop chers) <input type="checkbox"/> Problèmes de cohabitation avec la communauté où se trouve l'école <input type="checkbox"/> Manque de personnel enseignant <input type="checkbox"/> Pas d'intérêt pour l'éducation formelle <input type="checkbox"/> Autre, spécifiez : _____
<b>G1.2. Si OUI, de quel type d'école s'agit-il ?</b>	<input type="radio"/> Officielle (reconnue par le Ministère de l'Education) <input type="radio"/> Informelle (organisé spontanément par les déplacés, etc.)
<b>G1.3. Si OUI, quelle est la distance parcourue pour y accéder ? (à pieds)</b>	<input type="radio"/> Sur le site <input type="radio"/> 10-30 minutes <input type="radio"/> 1h- 1h30 <input type="radio"/> Ne sait pas <input type="radio"/> Moins de 10 minutes <input type="radio"/> 30 minutes – 1h <input type="radio"/> Plus de 2h
<b>G2. Combien y-a-t-il d'élèves ?</b>	# _____ <b>G3. Combien y-a-t-il d'enseignants dans l'école?</b> # _____
<b>G4. Quel est le type d'enseignants dans l'école ?</b>	<input type="radio"/> Professeurs formés (fonctionnaires) <input type="radio"/> Maitre parents <input type="radio"/> Volontaires de la localité ou parmi les déplacés

H. SANTE	
<b>H1. Quels types de services médicaux fonctionnels sont disponibles ?</b>	<input type="radio"/> Aucun <input type="checkbox"/> Clinique mobile <input type="checkbox"/> Hôpital <input type="checkbox"/> Centre de santé <input type="checkbox"/> Clinique privée <input type="checkbox"/> Autre, spécifiez : _____
<b>H2. Ces services sont-ils disponibles sur le site ou en dehors du site ?</b>	<input type="radio"/> Sur le site <input type="radio"/> En dehors du site
<b>H3. Quelle est la distance que les personnes déplacées parcourent pour accéder aux services médicaux ? (à pied)</b>	<input type="radio"/> Moins de 15 minutes <input type="radio"/> 15-30 minutes <input type="radio"/> 30-50 minutes <input type="radio"/> Plus de 50 minutes
<b>H4. Toutes les personnes sur ce site peuvent-elles accéder à ce poste de santé sans difficulté ?</b>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non, l'accès est risqué pour certains groupes (discrimination) <input type="radio"/> Non, l'accès est risqué pour les femmes et les enfants en général
<b>H5. Quelles sont les trois maladies les plus répandues sur le site ?</b>	<input type="checkbox"/> Diarrhée <input type="checkbox"/> Maladie de peau <input type="checkbox"/> Maux de tête <input type="checkbox"/> Paludisme <input type="checkbox"/> Fièvre <input type="checkbox"/> Maux de ventre <input type="checkbox"/> Malnutrition <input type="checkbox"/> Toux <input type="checkbox"/> VIH/Sida <input type="checkbox"/> Infection de plaie <input type="checkbox"/> Troubles psychologiques liés au conflit <input type="checkbox"/> Problèmes de tension <input type="checkbox"/> Autre : _____

I. COMMUNICATION	
<b>I1. Y a-t-il un réseau téléphonique disponible ?</b>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <b>I1.1. Si OUI, lequel :</b> <input type="radio"/> Telecel <input type="radio"/> Orange <input type="radio"/> Moov <input type="radio"/> Autre
<b>I2. Quelle est la source principale d'informations sur le site?</b>	<input type="checkbox"/> Famille / voisin / ami <input type="checkbox"/> Journalistes / médias <input type="checkbox"/> Militaires <input type="checkbox"/> Leader communautaire <input type="checkbox"/> Leaders traditionnels <input type="checkbox"/> Personnel humanitaire <input type="checkbox"/> Leader religieux <input type="checkbox"/> Gouvernement / municipalité <input type="checkbox"/> Société civile <input type="checkbox"/> Aucune
<b>I3. Quelle est le moyen le plus utilisé pour obtenir des informations sur le site? (3 réponses max)</b>	<input type="checkbox"/> Radio <input type="checkbox"/> Bouche à oreille <input type="checkbox"/> Internet <input type="checkbox"/> Télévision / TV <input type="checkbox"/> Appels téléphoniques <input type="checkbox"/> Meetings de la communauté <input type="checkbox"/> Journal / magazine <input type="checkbox"/> Messages SMS <input type="checkbox"/> Autre, spécifiez : _____
<b>I4. Quels sont les sujets sur lesquels la communauté de ce site voudrait plus d'informations ?</b>	<input type="checkbox"/> Assistance alimentaire <input type="checkbox"/> Processus de désarmement <input type="checkbox"/> Assistance médicale <input type="checkbox"/> Membres des familles / enfants disparus <input type="checkbox"/> Assistance en abris <input type="checkbox"/> Documentation (certificat de naissance, etc.) <input type="checkbox"/> Education <input type="checkbox"/> Comment contacter les organisations humanitaires <input type="checkbox"/> Eau / hygiène / assainissement <input type="checkbox"/> Possibilités de retour (sécurité, aide humanitaire...) <input type="checkbox"/> Biens non-alimentaires

J. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE	
<b>J1. Quelles sont les deux sources principales actuelles de nourriture ? (Deux choix maximum)</b>	<input type="checkbox"/> Production de subsistance <input type="checkbox"/> Emprunt <input type="checkbox"/> Don des communautés hôtes et voisines <input type="checkbox"/> Troc <input type="checkbox"/> Assistance humanitaire (incluant cash) <input type="checkbox"/> Autres : précisez _____ <input type="checkbox"/> Achat sur le marché
<b>J2. Est-ce que la majorité des personnes déplacées a accès à la terre cultivable ?</b>	<input type="radio"/> Oui, c'est la terre de nos ancêtres <input type="radio"/> Oui, accès aux terres cultivables donné par les autorités locales / notables des communautés <input type="radio"/> Oui, les personnes déplacées cultivent des terres sans autorisation <input type="radio"/> Non, nous n'avons pas accès à la terre cultivable
<b>J2.1. Si les personnes cultivent sans autorisation, est-ce que cela crée des tensions ou conflits avec les communautés autochtones ?</b>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Ne sait pas
<b>J3. Est-ce que les personnes déplacées font face à des risques pour aller cultiver?</b>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
<b>J3.1. Si oui, quels types de risques ?</b>	<input type="checkbox"/> Agression physique <input type="checkbox"/> Violence sexuelle <input type="checkbox"/> Arrestations/détentions <input type="checkbox"/> Harcèlement ou discrimination



### ANNEXE 2: SITES COUVERTES PAR PREFECTURE

Préfecture	Sous-préfecture	Commune	Sites	Personnes Déplacées Internes	
				Ménages	Individus
Bamingui-Bangoran	Ndele	Dar-El-Kouti	Site Cité de la paix (Tiri)	80	428
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site Afaps	25	125
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site Elim	484	2438
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site Mission Catholique	6231	21798
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site PK3	95	475
Basse-Kotto	Alindao	Bakou	Site Kongbo	1375	6840
Basse-Kotto	Alindao	Bakou	Site Ecole Elim	45	223
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Cebi 3	95	506
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Hôpital Régional (Bria)	60	97
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Eglise catholique (Bria)	189	945
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site PK3 (Bria)	9210	48115
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Cebi 1	78	170
Haute-Kotto	Yalinga	Yalinga	Site sous-préfecture Yalinga	43	282
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site Gambo	55	378
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site de Zemio	484	1850
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site Communauté Peuhl (Boyo)	32	189
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site de Mboki	1076	4544
Haut-Mbomou	Zémio	Zémio	Site Gendarmerie Zémio	276	930
Mbomou	Bangassou	Bangassou	Site Petit Seminaire	425	1546
Mbomou	Rafai	Rafai	Site Aim	183	1228
Mbomou	Rafai	Rafai	Site A	349	1329
Mbomou	Rafai	Rafai	Site B	467	2712
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Grivaï-Pamia	Site Kaba	69	268
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Minusca	2964	12204
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Lazaret	1905	7419
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Mbella	652	1362
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Aviation	945	5092
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Elevage	2200	11080
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Alternatif (Misca)	1529	7645
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Notre Dame De Victoire	606	3030
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Minusca PK8	374	1870
Ouaka	Bambari	Danga-Gboudou	Site Eglise catholique	1002	5012
Ouaka	Bambari	Ngougbia	Site Maitrise (Club)	2814	14071
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Site Maloum	1044	5220
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Site Pladama Ouaka	512	2560
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Site Tagbara	655	3275
Ouaka	Ippy	Ippy	Site Catholique	2184	10670